

19 juin 2003

En septembre se jouera la deuxième manche du mouvement actuel. La casse du système d'assurance maladie (entre autres joyeusetés) sera cette fois-là à l'ordre du jour. Il nous faudra nous mobiliser **de façon encore plus énergique** qu'au cours de ce printemps. C'est-à-dire : faire la grève générale.



Dès la manifestation du 1^{er} mai, le collectif libertaire de Bourges affirmait que la grève générale illimitée était seule en mesure de faire plier un gouvernement qui prend ses consignes au MEDEF. La suite ne nous a pas donné tort...

...pourtant la grève générale n'est pas venue...

Une chose est sûre : seule la CGT avait les clés du démarrage d'un tel mouvement. Si elle l'avait décidé, elle était bien la seule force syndicale capable d'impulser et de structurer un nouveau "décembre 95". Mais elle était aussi la seule organisation en mesure d'en bloquer le déclenchement.

La CGT n'a pas voulu la grève générale. Elle ne l'a pas voulu après le 13 mai à un moment où l'exaspération de la population ne pouvait pas s'exprimer plus clairement (2 millions de manifestants dans les rues !!!!). Il aurait alors suffi d'un mot de Bernard Thibault pour bloquer le pays et faire manger sa merde à Raffarin. Au contraire, dès le 14 mai, les fédérations de transport ont poussé à la reprise du travail contre la volonté de leur base. Un mois plus tard, le 12 juin, devant le Stade Vélodrome, et malgré les appels des manifestants qu'il avait face à lui, Bernard Thibault se refusait une fois encore à faire le pas. Depuis belle lurette, pourtant, le gouvernement avait démontré qu'il se foutait royalement des « temps forts » et de toutes les manifestations, même monstres. Le résultat aujourd'hui est la démobilitation et le fatalisme des salariés, ainsi sans doute qu'un discrédit durable jeté sur le mouvement syndical (cf. par exemple dans *Le Monde* du 18 juin les résultats d'un sondage malheureusement révélateur).

Pourquoi tout cela ?

Est-ce en connaissance de cause que la direction confédérale cégétiste a choisi une stratégie aussi peu adaptée ? De recentrage en recentrage, c'est comme si la CGT était devenue incapable de mener des luttes de rupture avec le capitalisme, comme si elle s'était elle-même limée les crocs pour obtenir une reconnaissance institutionnelle. Son abandon progressif d'un syndicalisme revendicatif au profit d'un « syndicalisme de proposition » est une véritable catastrophe pour tous les salariés de ce pays. Nous en voyons aujourd'hui les premiers effets.

Le PS récupère nos luttes pour mieux les enterrer

Les seuls qui peuvent être satisfaits de la stratégie des grandes centrales contre les réformes Fillon-Ferry sont les gens de droite et, parmi eux, les politiciens du Parti Socialiste.

Pendant cinq ans de pouvoir, le PS (avec la complicité silencieuse du reste de la Gauche Plurielle) a privatisé à tours de bras ; il s'est montré « réaliste » en intégrant dans son corpus idéologique les règles du libéralisme ; il n'a jamais levé un petit doigt pour empêcher le moindre plan social (voir Manoir Industries à Bourges), il n'a pas davantage mis un terme à l'arrêt Aumont (qui compte les jours de congés comme jours grévés)... En ce qui concerne les retraites, il n'est jamais revenu sur les mesures Balladur (40 ans de cotisations pour le privé). Aujourd'hui, alors que le système par répartition est viable **en l'état**, le PS est fondamentalement d'accord avec les mesures du plan Fillon, à commencer par les 40 ans de cotisations pour tous. Rocard ou Delors l'ont publiquement admis. Aussi les propositions « socialistes » ne risquent pas d'effrayer outre mesure le baron Seillières.

La mobilisation de la rue contre la réforme des retraites est arrivée à point nommé pour redorer le blason du PS. Celui-ci pourra remercier les centrales syndicales pour leurs bons services : elles n'ont roulé que pour lui. Il fallait donner au débat parlementaire – perdu d'avance – une importance qu'il n'avait pas : en organisant de grosses manifs à l'impuissance flagrante mais bien calées sur le calendrier politique. **Le PS n'est cependant pas la force d'opposition qu'il prétend être.** Ses députés peuvent bien simuler la colère à l'Assemblée : revenus au pouvoir, ils ne remettront pas en cause les réformes qui sont en train de passer en force.

Non, décidément, il ne faut pas espérer quoi que ce soit de ces guenilles. Il ne faut compter que sur nos propres forces, et elles sont immenses. **Car une grève générale, organisée autour de la tenue d'AG démocratiques qui rassemblent syndiqués comme non syndiqués et qui coordonnent les différents secteurs en lutte, peut faire reculer le plus rétrograde des gouvernements, le plus arrogant des patronats. Organisons-la pour septembre.**